

Lutte de classe

Complément au document du 7 août 2010.

Complément au document intitulé *Quand le POI appelle au « retrait » et... soutient les appareils de la CGT, de FO et de la FSU* mis en ligne le 7 août dernier. (<http://www.luttedeclasse.org/service/poi070810.pdf>)

Nous avons constaté lors du congrès CGT finance et leur du congrès national de la FSU, que le POI avait voté les résolutions proposées par les appareils qui n'appelaient pas au retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites et qu'ils avaient voté contre des résolutions appelant à la fois au retrait et à la rupture des « concertations » des dirigeants syndicaux avec le gouvernement proposées par des délégués qui n'appartenaient pas au POI, tandis que dans le même temps le POI appelait au retrait de cette contre-réforme des retraites. (*La position du POI lors du congrès de la CGT Finances Publique.* (24.07) - http://www.luttedeclasse.org/service/POI_retraite_CGTfinance.pdf)

Rappelons ce qu'un camarade avait relevé. Les militants du POI « *défendent dans les syndicats le fait que réaffirmer les "revendications" serait un point d'appui pour lutter contre la réforme Sarkozy-Woerth. Donc dès qu'une motion intègre des revendications à peu près correctes, ils s'en félicitent... et la votent. Ce qui revient à couvrir l'appareil puisque les dites "revendications" ne sont mises en avant que dans la perspective des discussions que mènent les appareils syndicaux avec le gouvernement et que ce sont ces concertations qui ont amené Sarkozy et sa bande aux portes du projet de loi. Et que les lambertistes s'opposent à la revendication du retrait et tout particulièrement à celle de la rupture des concertations.* »

L'exercice auquel je vais me livrer maintenant va consister à tenter de défendre la position du POI, histoire de voir si elle serait défendable en l'abordant sous différents angles.

Un syndicat peut reprendre ou non à son compte une revendication ou la reprendre en en modifiant le contenu de telle sorte que la revendication qu'il défend n'a plus rien à voir avec la revendication d'origine ou son objectif. Il suffit parfois de changer ou de rajouter un mot dans une phrase ou de changer l'emplacement d'une virgule ou encore le temps ou le mode d'un verbe pour en changer complètement la signification ou la portée. Nous sommes habitués à décrypter ce genre de manipulations en étudiant comment les instituts de sondage fabriquent leurs questionnaires ou encore en prenant connaissance du contenu des déclarations des représentants du gouvernement ou des dirigeants des principaux partis politiques ou des syndicats, la syntaxe et les tours de passe-passe employés par les médias pour conditionner leurs lecteurs ou auditeurs.

Prenons un exemple récent que les camarades ont encore en tête.

Le questionnaire que la direction de la CFDT avait proposé aux délégués de son dernier congrès sur les retraites était un modèle du genre en la matière.

La résolution n°12 adoptée par les délégués le 10 juin stipulait que « *l'augmentation de la durée de cotisation n'est acceptable pour la CFDT qu'à la condition d'un partage des gains d'espérance de vie et d'une possibilité de choix renforcée* », reprenant à son compte dans sa formulation l'élément clé autour duquel avait été construit le rapport du COR et qui servait de point de repère au projet de loi du gouvernement sur les retraites. Pour que cette contre-réforme puisse être reprise par Chérèque et approuvée lors du congrès de son syndicat, le gouvernement avait trouvé l'astuce de la présenter sous l'angle de la « *justice sociale* », il prétendait que son projet consistait à faire partager les « *efforts* » entre les travailleurs et les patrons pour préserver le système des retraites en vigueur, et qu'il était par conséquent « *juste* » et « *équitable* », alors qu'un véritable syndicat ouvrier considérerait d'emblée que toute remise en cause du droit à la retraite, tout effort supplémentaire demandé aux travailleurs comme totalement inacceptable et refuserait de participer à un simulacre de négociation dès lors que son objectif était de légitimer le projet du gouvernement.

Dans la question rédigée par les dirigeants de la CFDT à l'intention des délégués de son congrès figurait l'acceptation de l'allongement de la durée de cotisation sous certaines conditions, ainsi les délégués étaient appelés à voter non pas pour ou contre l'allongement de la durée de cotisation, mais sur les conditions qui accompagneraient l'allongement de la durée de cotisation comme si elle allait de soi où était déjà entérinée.

Dans le cas des congrès de la CGT finance et de la FSU la situation était plus simple et plus claire : d'un côté les résolutions des appareils n'incluaient ni le retrait du projet de loi du gouvernement ni la fin des « *concertations* » entre les syndicats et le gouvernement, elles se bornaient à reprendre à leur compte une partie des revendications laissant les mains libres aux appareils ensuite d'en « *débattre* » tranquillement avec le gouvernement comme si le projet de loi sur les retraites pouvaient être amendés. C'est bien ces résolutions que le POI a votées, alors qu'il ne cesse de marteler que le texte du gouvernement n'est pas amendable ou négociable !

Force est de constater ici que les dirigeants du POI tiennent un double langage et se livrent à un double jeu envers les travailleurs et les militants. Pour l'occasion je vais me faire l'avocat d'une position en apparence indéfendable : Comment peuvent-ils le justifier auprès de leurs militants ? Avant d'y venir posons-nous d'autres questions préliminaires.

Que serait-il advenu si lors de ces deux congrès les militants du POI n'avaient pas voté les résolutions des appareils ?

Je ne connais pas précisément l'importance des forces du POI au sein de ces deux congrès, on peut cependant avancer deux hypothèses pour essayer de répondre à notre question. Soit leur vote pouvait mettre en difficulté les appareils, soit il n'avait qu'une importance secondaire et n'aurait rien changé. La première hypothèse pouvait peut-être être retenue dans le cas du congrès de la CGT finance, alors qu'elle ne tient pas s'agissant du congrès national de la FSU qui comportait beaucoup plus de délégués.

Si maintenant le vote des militants du POI pouvait faire basculer la majorité des votes d'un congrès en faveur d'une résolution incluant le retrait et la fin du « *dialogue social* », on ne peut pas concevoir que le POI n'ait pas saisi cette occasion pour en faire un point d'appui pour l'ensemble des militants du mouvement ouvrier qui combattent pour le retrait du projet de loi du gouvernement et la rupture des relations entre les syndicats et le gouvernement, dans le cas contraire il aurait failli à un devoir élémentaire et il se serait comporté ouvertement comme un complice des appareils, nous n'osons pas imaginer qu'une telle situation ait pu se produire, mais on ne peut pas écarter totalement cette hypothèse. On peut donc en déduire que l'attitude du POI n'aurait rien changé aux résultats des votes qui ont eu lieu lors de ces congrès.

Pour comprendre de quelle manière les dirigeants du CCI-POI justifient leur politique, il faut avoir à l'esprit qu'ils n'ont jamais cessé de se prendre pour ce qu'ils n'étaient pas, à les entendre une poignée infime de militants suffirait à influencer ou à changer le cours de l'histoire, on peut admettre qu'elle puisse avoir une influence partielle ou ponctuelle au cours de la lutte des classe mais pas davantage, surtout lorsque après coup on s'aperçoit qu'elle ne s'est jamais traduit en terme de progression de la conscience de classe du prolétariat, en terme d'organisation de la classe ou la construction du parti. On en a encore une illustration dans le même registre dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°110 page 10) avec une citation de Trotsky, dont on ne sait d'où elle provient précisément, puisque l'article ou le document d'où elle est extraite n'est pas mentionnée, seule figure la date, mai 1940, ce qui complique les recherches pour la lire dans le texte et vérifier dans quel contexte son auteur s'est exprimé et à qui il s'adressait. Ce procédé permet de faire dire n'importe quoi à n'importe qui, je ne dis pas que c'est le cas ici, mais il est toujours utile de le vérifier soi-même, chat échaudé craint la pluie. Voici un extrait de ce cette citation : « *Un seul révolutionnaire réel dans une usine, dans une mine, sur un navire de guerre vaut infiniment plus qu'une centaine de pseudo-révolutionnaires mijotant dans leur jus.* », on cherchera en vain ce qu'il y a de « *révolutionnaire* » dans la politique du POI et plus précisément dans le fait de voter avec les appareils contre des résolutions qui appellent au retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites et la fin de la « *concertation* ».

D'autres hypothèses doivent être étudiées en relation avec différentes stratégies.

Qu'est-ce qui est le facteur déterminant, que les syndicats reprennent à leur compte les revendications ou qu'ils appellent au retrait de la contre-réforme des retraites et qu'ils rompent leur relations avec le gouvernement ? Pouvait-on envisager sérieusement qu'ils abandonnent nos revendications, dont la défense de notre droit à la retraite tel qu'il existait avant 1993 ? Impensable, le congrès de la CGT s'était déjà prononcé en sa faveur, FO également, et les militants du POI ne sont pas les seuls à l'intérieur de la FSU ou dans les autres syndicats à combattre pour la défendre de l'ensemble de nos revendications, à combattre les appareils, certes les uns et les autres avec leurs méthodes qui peuvent prêter à discussion ou polémique. Même la CFDT a été obligé d'appeler à la journée de grève et de manifestation du 7 septembre, sachant que les travailleurs et les militants ne lui donneraient pas forcément le contenu que sa direction aurait souhaité lui donner.

En quoi ne pas voter la résolution de la direction de la FSU aurait pu remettre en cause la défense des revendications par ce syndicat ? En rien, puisque la quasi-totalité des délégués y étaient favorables. Donc la voter revenait à renforcer l'appareil dont l'objectif demeure de permettre à Sarkozy de faire passer sa contre-réforme. Une autre explication est-elle encore possible ?

A partir du moment où le congrès de la FSU se prononçait pour la défense du droit à la retraite, cela pouvait servir de point d'appui au combat de la majorité des sections syndicales qui se prononceraient certainement pour le retrait du projet du gouvernement, donc il était inutile de voter contre la résolution de sa direction lors du dernier congrès, il valait mieux conserver l'unité du syndicat au lieu d'avancer en ordre disperser...

Cette explication ne tient pas la route non plus, car, que la direction de la FSU se prononce ou non pour la défense du droit à la retraite, on ne voit pas en quoi cela aurait empêché les enseignants syndiqués de se prononcer en faveur de sa défense contre l'avis de leurs dirigeants, sauf à prétendre qu'ils seraient totalement incapables de faire la part des choses et de comprendre où se trouvent leurs intérêts, ce serait prendre les enseignants pour des abrutis finis, ce qui est impensable.

Nous avons épuisé toutes les hypothèses ou stratégies possibles qui auraient justifié l'attitude des militants du POI envers les appareils. Maintenant on peut imaginer que l'appareil du POI se dispose dans une autre perspective à long terme cette fois. Restera à voir ensuite si elle peut justifier son comportement face à l'appareil de la CGT et de la FSU ou encore de FO.

Nous allons aborder la première explication qui m'était venue à l'esprit quand je pris connaissance du rôle qu'avait joué les militants du POI lors du congrès de la FSU, avant que je me ravise après avoir pris connaissance des éléments fournis par les camarades qui diffusent *Combattre pour le socialisme* et qui me semblaient plus plausibles, ce qui m'obligea à récrire une grande partie des notes que j'avais jointes à la lettre de leur militant dont vous avez pu prendre connaissance dans le précédent document que j'ai mis en ligne.

En passant, vous noterez que je n'ai pas hésité à reconnaître immédiatement que ces camarades avaient mis le doigt sur l'essentiel parce qu'ils sont sur le terrain, et à remettre mes propres explications à plus tard après les avoir relues, corrigées ou complétées ou encore à les faire passer au second plan. De leur côté, ces camarades qui m'ont adressé la lettre de leur militant et avec lesquels j'ai échangé plusieurs courriels, ont fait confiance en ma détermination à comprendre et à respecter la réalité des faits tels qu'ils les avaient relatés, comme quoi la confrontation loyale et sincère des idées ne débouche pas obligatoirement sur un affrontement fratricide et peut être profitable à l'ensemble des militants, à la cause que nous défendons.

Je me suis demandé si la stratégie des dirigeants du POI qu'ils ne prennent même pas le soin d'expliquer dans leur journal aux travailleurs ou aux militants, ne consistait pas à parvenir à se placer petit à petit dans les appareils comme ils l'ont fait chez FO, quitte à passer des compromis pourris ou incompréhensibles aux yeux de leurs militants ou des militants des autres tendances du mouvement ouvrier, afin que dans un avenir indéterminé ils parviennent : soit à être devenus indispensables au fonctionnement ou à l'existence des syndicats, soit en prendre carrément le contrôle, Gluckstein à la suite de feu Lambert estimant que le combat pour le socialisme sera forcément un combat de longue haleine, que la révolution n'est pas pour demain ni après-demain, qu'entre temps la décomposition du capitalisme et du mouvement ouvrier qui va de paire auront pris une telle ampleur que leur courant politique demeurera pratiquement le seul à encore combattre le capitalisme au plan national, ce qui devrait leur permettre d'attirer vers eux (principalement dans les syndicats où ils sont bien implantés) de plus en plus de syndiqués, processus qui pourrait être facilité par la faiblesse de la syndicalisation, ne restant dans les syndicats que les travailleurs les plus déterminés (sur quelle base politique, c'est une autre histoire !), il serait ainsi plus facile pour eux d'arriver à contrôler des syndicats exsangues, mais qui continuent d'avoir une certaine influence sur la classe ouvrière.

Je soupçonne depuis déjà quelques années feu Lambert et Gluckstein de s'être livrés à une lecture littérale des articles ou ouvrages de Trotsky notamment, et d'en être arrivés à la conclusion hâtive qui les arrangeait semble-t-il que la révolution est renvoyée aux calendes grecques, Trotsky ne prédisait-il pas un siècle supplémentaire d'esclavage si une bureaucratie centralisée parvenait à gouverner le monde (Défense du marxisme), cet organisme n'existe pas encore, mais ils ont pu en déduire que l'organisation de l'aristocratie financière à l'échelle mondiale qui dispose de structures intégrant les plus puissants capitalistes de la planète, les médias les plus influents, les représentants des principaux partis politiques qui se succèdent alternativement au pouvoir depuis disons les années 70-80, le tout faisait déjà en quelque sorte office de gouvernement mondial... C'est peut-être en partie ce constat qui les a également conduit à liquider le PCI et à changer totalement de stratégie.

Cependant, il ne faut pas oublier que Lambert avait gravement sous-estimer les conditions objectives qu'ils croyaient déjà mûres depuis le début du XXe siècle, confondant le fait que le capitalisme avait développé les forces productives au point qu'elles étaient entrées en conflit permanent avec le mode de production capitaliste et qu'elles avaient tendance à se transformer de plus en plus en forces destructives, avec les conditions objectives qui constituaient le quotidien des masses et dont l'état contribue ou non au développement de leur conscience de classe, au mûrissement ou non des conditions subjectives, or avec l'amélioration des conditions de travail et d'existence qui a eu lieu entre 1945 et le début des années 80, il était évident que ces conditions objectives et subjectives ne pouvaient pas avoir mûri, et que par conséquent la stratégie de *l'imminence de la révolution* révélait l'incapacité dans laquelle s'étaient trouvés Lambert et Gluckstein de se situer sur le terrain du marxisme, en grande partie parce qu'ils étaient toujours restés étrangers au sort de la classe ouvrière, qu'ils avaient oublié dans leur analyse de la situation de prendre en compte ces conditions objectives propres au vécu des masses et qui déterminent, soit leur subordination au capitalisme, soit leur recherche d'une issue politique au capitalisme.

Partant de ce constat, cette hypothèse a du plomb dans l'aile, car on voit mal comment ils auraient pu élaborer une nouvelle stratégie qui devrait être appliquée forcément sur une très longue période, alors qu'ils avaient été incapables de saisir ce qui se passait quotidiennement sous leurs yeux pendant des décennies. Huit jours avant le résultat du référendum du 29 mai 2005 ils étaient encore incapables de pronostiquer la victoire du non, alors que j'avais indiqué un an auparavant qu'elle semblait acquise ; on pourrait reprendre le déroulement de la lutte des classes depuis des décennies et on parviendrait au même constat consternant.

Et puis, l'hypothèse que j'avais retenue sous-entendait que la bourgeoisie avec ses relais dans le mouvement ouvrier les laisserait mettre la main sur les syndicats, ce qui paraît totalement inconcevable. On pourrait objecter qu'ils ne pourraient pas s'y opposer, que le cours des choses va forcément favoriser un parti qui entend défendre bec et ongles tous nos droits, certes, cet argument semble correct et je l'ai déjà évoqué, mais jusqu'à un certain point seulement, car le POI (avec ses moyens limités) n'est pas le seul parti à prétendre être sur cette ligne, faudrait-il aussi encore que les travailleurs et les militants particulièrement soient en mesure de démêler le vrai du faux, de faire la part des choses, il faudrait qu'ils développent jour après jour une détermination ou une conscience de classe à toutes épreuves pour parvenir à saisir les intentions réelles de chaque composante du mouvement ouvrier, qu'ils en aient la capacité et la volonté, etc. et là franchement qu'on nous permette d'en douter fortement, car c'est seulement au cours d'une mobilisation révolutionnaire qu'ils pourraient trouver les moyens, l'énergie ou la force d'y parvenir (de chasser les bureaucrates pourris qui contrôlent aujourd'hui les syndicats), ce qui nous renvoie une nouvelle fois aux conditions objectives.

Pourquoi se creuser la cervelle pour essayer de comprendre dans quel monde l'on vit quand on continue de vivre comme avant, plus ou moins ? Pourquoi vouloir changer le monde quand on peut encore faire avec toutes ses imperfections ? Lambert et Gluckstein ne se sont pas posés ces questions apparemment ou ils n'ont pas été capables d'y répondre correctement. On voit bien autour de nous que de nombreux militants se posent des questions et qu'un certain nombre abandonne le combat parce qu'ils n'ont pas compris grand chose au développement de la situation mondiale au cours de la seconde moitié du XXe siècle ou aux enseignements du marxisme. Alors que dire de travailleurs ou de syndiqués qui n'ont même pas leur niveau de conscience politique, sans parler que la plupart des syndiqués n'appartiennent pas aux couches les plus défavorisées du prolétariat, donc pour eux la lutte de classe n'a pas un caractère déterminant au point de s'y investir au-delà de ce que cela peut leur rapporter dans l'immédiat, la question du pouvoir politique est un mystère ou une chimère pour eux, du coup leur niveau de conscience de classe ne progresse pas et ne progressera pas d'un coup de baguette magique dont la fée Gluckstein aurait le secret, que ce soit demain ou sous son successeur dans quelques décennies ou plus loin encore.

En admettant que la crise du capitalisme conduirait à une explosion générale en France et dans d'autres pays, à une situation similaire à celle des années 30, on ne voit pas non plus comment sans y avoir été préparé, comment les masses pourraient spontanément orienter leur combat dans la bonne direction, etc. d'autant plus que pendant des décennies on ne leur aura proposé aucune issue politique et qu'à aucun moment elles n'auront repris espoir dans le socialisme, quand tout aura été fait soigneusement pour qu'elles demeurent incapables d'imaginer leur avenir en dehors ou au-delà du régime actuel. Ce n'est donc pas sous la direction du POI, qu'un beau matin elles se lanceront tête baissée à l'assaut du régime... Cela dit, la conscience de classe du prolétariat peut évoluer plus rapidement en dix jours qu'en dix ans ou plus au cours d'un processus révolutionnaire, et si cet argument contredit en grande partie l'argumentation qui vient d'être développée dans les paragraphes précédents, pour qu'il prenne corps un jour faudrait-il encore que ce parti change à temps radicalement de stratégie et renoue avec le léninisme ou les enseignements de la révolution d'Octobre, qu'il soit capable de s'ancrer profondément dans toutes les couches du prolétariat et de la petite-

bourgeoisie, on voudrait espérer qu'il en serait capable, mais au regard de la politique qu'il a développée dans le passé et celle qu'il nous propose aujourd'hui, avec la meilleure volonté du monde on a franchement du mal à l'imaginer un instant.

Pour revenir sur les syndicats. Mailly peut très bien virer de FO du jour au lendemain les quelques centaines ou le millier de militants du POI sans que pour autant FO ne disparaisse, idem à la FSU ou à la CGT. Et puis les syndicats peuvent très bien renouveler leurs cadres comme l'a fait la CFDT après avoir perdu des dizaines de milliers de syndiqués en 2003, dont les plus actifs dans ce syndicat. Si Mailly les supportent dans son syndicat, c'est qu'ils lui sont utiles et qu'ils en tirent davantage de profit que n'en retire lui-même le POI, ne soyons pas dupe. Sans compter que le gouvernement et l'Union européenne comptent faire jouer aux syndicats un rôle de plus en plus important dans l'économie capitaliste, les corrompre davantage tout en continuant de les financer généreusement, les intégrer davantage dans les institutions ; dans bien des cas les syndicats sont devenus des agences qui cogèrent le capitalisme au côté des patrons. C'est par exemple le rôle que remplissent déjà les Comités d'entreprise dans lesquels on discute des moyens à mettre en oeuvre pour augmenter la productivité notamment. Nos camarades fonctionnaires ne le savent peut-être pas, mais c'est toujours un représentant de la direction de l'entreprise qui occupe le poste de président du comité d'entreprise, qui en principe propose l'ordre du jour des réunions après avoir consulté le secrétaire du comité d'entreprise, les postes de secrétaire et trésorier ainsi que leurs adjoints étant réservés aux élus du personnels pour la plupart syndiqués, ce sont de véritables organes de collaboration de classes dont le pouvoir n'ont cessé d'être renforcés, et pour cause, la bonne cause paraît-il, qu'on nous permette d'en douter, sachant que l'immense majorité des délégués ont une conscience de classe au ras des pâquerettes. Les membres du comité d'entreprise remplissent à un degré moindre cependant, une fonction comparable au côté du patronat à celle des députés au sein des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat au côté de l'UMP.

En conclusion, toutes les hypothèses ou arguments que j'ai listés ici ne permettent pas de déterminer que le POI soutiendrait les appareils des syndicats dans le but de défendre une stratégie conforme ou compatible avec les intérêts collectifs de la classe ouvrière, y compris à long terme, à moins que j'aie sous-estimé ou surestimé un facteur ou que j'en ai oublié un, pourquoi pas, dans ce cas-là, c'est aux dirigeants du POI qui ont un droit de réponse de nous le fournir pour qu'on puisse l'étudier sérieusement et loyalement.

J'aurais encore un complément à ajouter que j'ai rédigé au brouillon, mais je me demande si cela vaut encore la peine. Je vous le livre sans développement.

On peut s'interroger sur l'indépendance d'un parti qui vote de telles résolutions avec les appareils.

Si des militants n'appartenant pas au POI n'avait pas révélé publiquement ce qui s'était passé lors du congrès de la CGT finance ou lors du congrès de la FSU, on se demande comment les militants du POI qui n'ont pas participé à ces congrès auraient-ils pu en prendre connaissance, les dirigeants du POI s'étant bien gardés de s'en vanter dans leur journal. Cela rappelle la liquidation annoncée du PT dans leur dos et qui s'était soldée par le refus de centaines de militants d'adhérer au POI. A leur place je rejoindrais le groupe de militants qui diffuse *Combattre pour le socialisme* qui rassemble la plupart des militants du PCI qui avaient suivi Stéphane Just.

On peut aussi relever l'opacité qui existe dans ce parti (et les autres) sur ses permanents syndicaux, le rôle exact que jouent les cadres du POI dans les syndicats, dans quels organismes ils sont présents au côté du patronat et/ou de représentants de l'Etat, combien ils sont rémunérés, de quels avantages ils bénéficient, etc.

On peut aussi se demander ce que doivent penser les militants du mouvement ouvrier de ce parti, quand d'un côté le POI les appellent à participer à une campagne sur le thème du retrait inconditionnel du projet de loi du gouvernement, et que d'un autre côté ses militants refusent de voter une résolution provenant d'autres militants reprenant les revendications, appelant à la fois au retrait et à la rupture des relations des syndicats avec le gouvernement.

Il se peut aussi que la position adoptée par le POI lors de ces deux congrès ou face à la direction confédérale de FO, corresponde à l'état d'esprit de la majorité des adhérents de ce parti qui ne sont pas des combattants révolutionnaires. Un jour j'avais écrit que le POI c'était le PT plus Schivardi et ses semblables, il faut peut-être préciser ou corriger cette appréciation : le POI, c'est le PT, plus Schivardi et dans une certaines mesures les appareils pourris des syndicats.

Le POI donne ainsi le pire exemple qui soit à tous les militants en matière d'opportunisme, et ceux qui jusqu'à présent pouvaient estimer que le POI était différent des autres partis, ils n'ont plus qu'à en déduire qu'en réalité il n'en était rien, que c'était tout simplement une mystification.